Nations Unies A/62/835–S/2008/303

Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr. générale
8 mai 2008
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 20 de l'ordre du jour
La situation dans les territoires occupés de l'Azerbaïdjan

Conseil de sécurité
Soixante-troisième année

Lettres identiques datées du 6 mai 2008, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint l'article intitulé « Un accord diplomatique sur le Haut-Karabakh est la voie à suivre la plus sage » que le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, M. Elmar Mammadyarov, a publié le 30 avril 2008 dans *European Voice*, principale source d'informations de l'Union européenne (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 20 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim
(*Signé*) Ilgar **Mammadov**

08-33220 (F) 090508 120508

Annexe aux lettres identiques datées du 6 mai 2008 adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente de l'Azerbaïdjan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Un accord diplomatique sur le Haut-Karabakh est la voie à suivre la plus sage

Elmar Mammadyarov

European Voice
30 avril 2008

Un accord diplomatique avec l'Arménie servirait les intérêts de la région et de l'Europe, selon le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan

Avec le prix du baril de pétrole à plus de 115 dollars des États-Unis et le marché mondial sur des charbons ardents, les grands pays consommateurs occidentaux ne font rien pour régler le conflit qui couve à moins de 20 kilomètres du deuxième oléoduc le plus long du monde.

L'oléoduc Bakou-Tbilisi-Ceyhan, qui permet d'exporter le pétrole de la mer Caspienne vers les marchés méditerranéens et occidentaux à travers l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie, borde la zone de conflit du Haut-Karabakh, territoire azerbaïdjanais internationalement reconnu actuellement sous occupation arménienne. La sécurité de l'énergie mondiale, tout comme la stabilité et la prospérité économiques de la région de la mer Caspienne, imposent désormais de régler le différend déjà ancien relatif au Haut-Karabakh, territoire qui fait partie du nouveau voisinage de l'Europe.

Mon pays est non seulement riche en ressources, il s'est en outre systématiquement employé à s'intégrer dans les structures et les négociations multilatérales. L'Azerbaïdjan est déterminé à voir son intégrité territoriale rétablie prochainement. Au cours des 20 dernières années, près d'un million d'Azerbaïdjanais ont été déplacés par une puissance occupante étrangère.

Un règlement au conflit servira non seulement nos intérêts mais également ceux de l'Arménie, dont l'isolement international prendra fin. Ses frontières avec l'Azerbaïdjan seront ouvertes et elle bénéficiera de toute la prospérité qu'apporteront les échanges lucratifs et le transport est-ouest. Les puissances régionales, l'Iran et la Turquie, tireront partie du recul de l'instabilité dans leur entourage et l'Europe y gagnera des partenaires stables dans la région, qui sera un refuge de moins pour les menaces transnationales.

Quant à la Fédération de Russie, pour une fois, ses intérêts dans la région coïncident parfaitement avec ceux de l'Union européenne. En tant qu'un des plus grands investisseurs étrangers directs dans nos pays, les entreprises russes tireront profit de la stabilité, de la transparence et de la prévisibilité dans le sud du Caucase.

Malgré les formidables progrès économiques accomplis en Azerbaïdjan, notre potentiel, et celui de la région de la mer Caspienne, ne peut être pleinement réalisé

tant que le conflit n'est pas réglé. Les zones occupées sont aussi des refuges pour les activités transnationales illégales, le blanchiment d'argent et le trafic de drogues et d'armes, qui touchent directement les habitants des pays européens et les États de la région.

Le 15 avril, le Secrétaire d'État américain, Condoleeza Rice, a exprimé son soutien sans réserve à l'entière souveraineté de l'Azerbaïdjan et demandé qu'il soit fait preuve de davantage de volonté politique pour parvenir à un règlement de la question. Au sommet qu'elle a tenu à Bucarest au début du mois, l'Alliance de l'Atlantique Nord est convenue que la paix au Haut-Karabakh devait être instaurée rapidement et ce, à l'intérieur des frontières de l'Azerbaïdjan. En mars, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution dans laquelle elle a réaffirmé l'intégrité territoriale de l'Azerbaïdjan et demandé explicitement le retrait de toutes les forces arméniennes.

Cet appui général se fonde en partie sur la nature de l'occupation arménienne. Le statu quo incertain d'aujourd'hui repose sur un nettoyage ethnique comparable à celui qui s'est produit en Bosnie ou au Kosovo. L'Azerbaïdjan et la communauté internationale ne peuvent tolérer l'élimination continue et systématique de la culture azerbaïdjanaise et de la tradition musulmane dans les territoires occupés. Nous contenter de rester face-à-face avec les forces arméniennes de l'autre côté d'une fragile ligne de cessez-le-feu à l'intérieur de notre propre territoire internationalement reconnu n'est plus concevable. Il faut qu'elles partent et que les personnes déplacées regagnent leur foyer.

L'Azerbaïdjan fait une dernière proposition à l'Arménie : nous appuyons la pleine autonomie du Haut-Karabakh à l'intérieur de l'Azerbaïdjan. Notre priorité est la diplomatie mais nous ne prenons pas de position définitive quant au rétablissement de l'entière souveraineté de l'Azerbaïdjan.

Elmar Mammadyarov est le Ministre des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan.